

Sommet de l'UA : les Etats unis pour la Somalie

@rib News, 24/07/2010 - Source AFP Les chefs d'Etats membres de l'Union africaine (UA) se retrouvent à partir de dimanche à Kampala pour un sommet destiné à renforcer leurs troupes en Somalie, avec mandat de combattre les insurgés islamistes shebab. Plus d'une trentaine de présidents -sur 53 pays membres- vont participer jusque mardi au sommet, convoqué dans la capitale ougandaise frappée deux semaines plus tôt, le 11 juillet, par un double attentat revendiqué par les shebab (76 morts).

Les chefs d'Etats africains doivent décider de renforcer leur force de paix en Somalie (Amisom), en réaction à ces attentats qui visaient l'Ouganda, ce jour principal contributeur de cette force d'un peu plus de 6000 soldats. L'Ouganda apporte 3500 soldats et le Burundi 2500 hommes. « Nous allons très rapidement monter à plus de 8000, qui est l'effectif maximum (initialement prévu, ndlr), et je crois que la tendance ira à monter peut-être au-delà de 10000 (soldats) », a assuré vendredi Jean Ping, le président de la Commission de l'UA, en présentant à la presse les enjeux du sommet. Les six pays est-africains membres de l'Igad (l'Autorité intergouvernementale pour le développement) ont déjà promis d'envoyer 2000 soldats supplémentaires, qui devraient pour la quasi totalité être ougandais. La Guinée a promis de fournir un bataillon (environ 800 hommes), selon M. Ping. Enfin l'Afrique du Sud, le Mozambique et l'Angola ont également sollicités, indique-t-on à l'UA. L'UA devrait également se prononcer pour donner à sa force un mandat offensif afin de combattre plus directement les shebab. Les soldats africains ne peuvent aujourd'hui ouvrir le feu que pour se protéger, ou pour défendre les institutions du très fragile gouvernement transitoire du président Cheikh Sharif Ahmed. L'UA consacre officiellement ce sommet à « la santé maternelle et infantile et au développement en Afrique », mais ce thème sera éclipsé par l'actualité immédiate. Outre la Somalie, le sommet discutera de la situation au Soudan, l'approche du référendum de janvier prochain au cours duquel le sud du pays décidera ou non de devenir indépendant. Le président soudanais, Omar el-Bachir, visé par un nouveau mandat de la Cour pénale internationale pour « génocide » au Darfour, ne devrait pas se rendre à Kampala, selon les diplomates, en dépit du soutien de ses pairs africains.